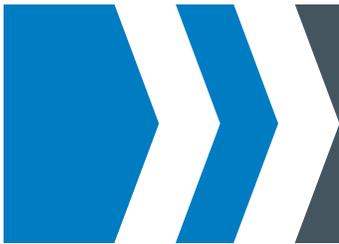


1 » La SGDN présente la 4^e Conférence internationale sur le stockage géologique

2 » Comités de liaison communautaires : Programmer des activités visant à aider la collectivité à se renseigner sur le projet

3 » Progression du processus de sélection d'un site
» Bob Watts était le conférencier invité de la *Vancouver Human Rights Lecture 2012*

4 » En souvenir de Jim Sinclair



nouvelles de la
sgdn

Société de gestion des déchets nucléaires

VOLUME 11, NUMÉRO 1 HIVER 2013

La SGDN présente la 4^e Conférence internationale sur le stockage géologique

La Conférence internationale sur le stockage géologique (ICGR) réunit des décideurs de haut rang de pays qui se sont dotés de programmes pour la gestion à long terme sûre des déchets radioactifs à longue vie et à activité élevée dans des dépôts géologiques en profondeur. Cette année, la conférence s'est tenue à Toronto du 30 septembre au 3 octobre 2012 et était organisée par la SGDN, en collaboration avec Ressources naturelles Canada, l'Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (OCDE/AEN), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la Commission européenne et l'International Association for Environmentally Safe Disposal of Radioactive Materials (EDRAM, l'Association internationale pour l'évacuation écologiquement sûre des matières radioactives).

La participation de la SGDN à des instances comme l'ICGR fait partie de son engagement à se tenir au fait des plus récents progrès en matière de gestion des déchets nucléaires.

« Le fait que nous soyons plus d'une douzaine de pays aujourd'hui à poursuivre la voie du développement d'un dépôt signifie que nous aurons d'autant plus d'occasions de nous inspirer et de nous appuyer sur l'expérience des uns et des autres », a déclaré Ken Nash, président et chef de la direction de la SGDN.

Le thème de la conférence cette année, *Engagement national – Participation locale et régionale*, souligne l'importance de répondre aux exigences sociétales dans la planification et le développement des dépôts géologiques en profondeur et de faire en sorte que les projets de dépôts soient mis en œuvre par des organisations qui travaillent en coopération avec les collectivités et les régions hôtes sous la surveillance d'organismes nationaux de réglementation.

M. Nash a insisté dans son allocution sur l'importance accordée à l'initiative des collectivités dans le processus canadien de sélection d'un site. « Des leaders à l'esprit ouvert, avant-gardistes sont disposés à engager leurs collectivités dans un dialogue visant à en apprendre davantage sur un dépôt de combustible irradié », a-t-il dit. Il a ajouté que c'est ce genre de dialogue qui permet à la SGDN de progresser dans la recherche d'une collectivité informée qui consentira à accueillir le projet.

Plus de 200 personnes, représentant 15 pays, ont participé à la conférence. Les participants comprenaient des représentants de haut niveau d'organisations internationales, des représentants de collectivités canadiennes engagées



Toronto 2012

ICGR
International Conference on
Geological Repositories

dans le processus de sélection d'un site, des représentants des associations municipales membres du Forum municipal de la SGDN, des peuples autochtones, des fonctionnaires d'organismes nationaux de réglementation et les dirigeants de plusieurs organisations nationales de gestion des déchets nucléaires. La formule, avec sa combinaison de présentations, de discussions d'experts et de participation de l'auditoire, était conçue pour promouvoir l'échange d'idées et pour aider les participants à tirer profit de l'expérience d'autres responsables de programmes nationaux de dépôts géologiques en profondeur pour déchets radioactifs.

(Suite à la page 2)



www.nwmo.ca

(Suite de la page 1)



Jacob Spangenberg, maire de la municipalité suédoise d'Östhammar, répond à la question d'un membre de l'auditoire pendant la séance *L'expérience des collectivités locales et des régions*. Sur la même photo, on aperçoit aussi (à partir de la gauche) Larry Kraemer, maire de la municipalité ontarienne de Kincardine, et Jean-Louis Canova, maire de la commune française d'Ancerville.

Des représentants des collectivités engagées dans le processus canadien de sélection d'un site et leurs homologues d'autres pays ont eu l'occasion de se rencontrer. Le programme de la conférence incluait une discussion avec des représentants locaux de plusieurs collectivités étrangères qui ont accepté d'accueillir des installations de gestion de déchets nucléaires, dont John Heaton, un ancien législateur du Nouveau-Mexique qui travaille à faire du Waste Isolation Pilot Plant, établi dans son État, un site candidat pour le stockage de combustible nucléaire irradié, et Jacob Spangenberg, le maire de la municipalité d'Östhammar, choisie comme site pour le dépôt géologique en profondeur suédois.

L'intensité de la participation des représentants des collectivités a particulièrement étonné Paul Austin, responsable des relations de la SGDN pour le sud de l'Ontario. « Je pense que tous les leaders des collectivités ont beaucoup apprécié pouvoir discuter en tête à tête avec des représentants d'autorités de réglementation », a-t-il dit. « Et ils [les leaders communautaires] ont eu une occasion unique de se renseigner sur la façon dont certaines collectivités étrangères participaient à des processus semblables de sélection de sites. »

Les séances peuvent être visionnées en ligne au www.icgr2012.org/conference-proceedings.php.



Une question posée par un membre de l'auditoire au cours de la séance *Les perspectives des organisations internationales*. Les invités (de gauche à droite) sont Alexander Bychkov de l'AIEA; Luis Echávarri de l'OCDE/AEN; Marie-Claude Dupuis de l'Agence nationale (française) pour la gestion des déchets radioactifs – Andra; Ute Blohm-Hieber de la Commission européenne; et Bruce McKirdy de la Nuclear Decommissioning Authority du Royaume-Uni.

Comités de liaison communautaires : Programmer des activités visant à aider la collectivité à se renseigner sur le projet

Plusieurs collectivités passées à l'Étape 3 du processus de sélection d'un site ont formé des comités de liaison communautaires (CLC) pour aider les résidents à en apprendre davantage sur le projet et à participer au processus. Ces comités organisent des journées portes ouvertes, tiennent les résidents au courant sur les études en cours et des nouvelles informations à mesure qu'elles sont obtenues, veillent à ce que les préoccupations des résidents soient prises en compte et à ce que les séances d'information répondent aux préoccupations locales et engagent la participation de l'ensemble de leur collectivité à en apprendre davantage sur le projet.

Les collectivités qui décident de passer à l'Étape 3 peuvent demander une aide financière à la SGDN pour couvrir les frais administratifs liés au fonctionnement d'un CLC, ainsi que le salaire d'un adjoint administratif à mi-temps. Une aide financière est également offerte pour diverses autres activités. Le mandat et

la composition de chaque comité sont déterminés par le conseil municipal de la collectivité. Les comités se réunissent habituellement au moins une fois par mois et toutes les réunions sont ouvertes au public.

Les CLC informent leur collectivité sur le processus de sélection d'un site notamment par le biais de bulletins d'information et de sites Web créés à cet effet. Les résidents qui souhaitent poser des questions sur le processus peuvent le faire sur le site Web, aux réunions ou au bureau local de leur CLC.

Pour en savoir plus sur chacun des CLC, rendez-vous au www.clcinfo.ca.

Au début de 2013, des comités de liaison communautaires avaient été établis dans les collectivités suivantes rendues à l'Étape 3 du processus : la Première nation d'English River, Pinehouse, Creighton, Ignace, Ear Falls, Hornepayne, Wawa et Schreiber.



Réunion du CLC de Wawa

Progression du processus de sélection d'un site

Le 30 septembre 2012, la SGDN a cessé d'accepter les expressions d'intérêt soumises par de nouvelles collectivités hôtes potentielles. Depuis, elle travaille en collaboration étroite avec les collectivités de l'Ontario et de la Saskatchewan qui ont déjà entrepris d'en apprendre davantage sur le projet.

Une des principales caractéristiques du processus de sélection d'un site est qu'il permet aux collectivités de progresser au rythme qui leur convient. Par conséquent, certaines en sont actuellement à l'Étape 2 du processus à neuf étapes, alors que d'autres sont passées à l'Étape 3.

L'Étape 2 commence lorsqu'une collectivité contacte la SGDN et demande officiellement la tenue d'une séance d'information. La SGDN effectue une évaluation de présélection dont le but est de vérifier s'il existe des raisons évidentes d'exclure la collectivité des étapes subséquentes du processus de sélection d'un site. À la demande des collectivités, la SGDN a entrepris plusieurs évaluations de présélection à l'automne et au début de l'hiver. Le personnel de la SGDN a présenté les résultats de chaque évaluation complétée au conseil municipal de la collectivité, lors d'une de ses réunions, ainsi qu'aux résidents, dans le cadre de journées portes ouvertes et d'activités de sensibilisation offertes à différents groupes de la collectivité.

Les collectivités qui sont rendues à l'Étape 3 sont celles qui ont passé avec succès les évaluations de présélection et qui ont officiellement demandé la tenue d'une évaluation préliminaire visant à déterminer si elles sont susceptibles de pouvoir répondre aux critères techniques détaillés du projet. Les évaluations préliminaires comprennent également des activités menées au sein de la collectivité pour comprendre comment elle définit son propre bien-être et pour évaluer si le projet peut contribuer à ce bien-être.

Au cours de la dernière année, la SGDN s'est employée dans les collectivités à l'Étape 3 à les aider à en apprendre davantage sur le projet ainsi qu'à engager les collectivités voisines et les peuples autochtones de la région à participer au processus d'apprentissage et à réaliser les évaluations préliminaires. Comme à l'Étape 2, les journées portes ouvertes, les séances d'information et les rencontres de groupes des collectivités ont été les moyens privilégiés pour diffuser de l'information sur les évaluations préliminaires entreprises. Pour favoriser la réalisation des évaluations préliminaires et la circulation des idées et des informations, plusieurs collectivités à l'Étape 3 ont mis sur pied des comités de liaison communautaires. Des travaux similaires et l'établissement de comités de liaison communautaires sont en cours dans les collectivités qui sont passées plus récemment à l'Étape 3 du processus de sélection d'un site.

Collectivités explorant actuellement leur intérêt dans le projet

- » Arran-Elderslie
- » Blind River
- » Brockton
- » Central Huron
- » Creighton
- » Ear Falls
- » Elliot Lake
- » Hornepayne
- » Huron-Kinloss
- » Ignace
- » Manitouwadge
- » Nipigon
- » North Shore
- » Pinehouse
- » Première nation d'English River
- » Saugeen Shores
- » Schreiber
- » South Bruce
- » Spanish
- » Wawa
- » White River



Bob Watts, de la SGDN, était le conférencier invité de la Vancouver Human Rights Lecture 2012

Chaque année, la *Conférence de Vancouver sur les droits humains* est diffusée dans le cadre de l'émission *Ideas* de la chaîne Radio One de la CBC, une émission suivie par quelque 700 000 auditeurs. Cette année, le conférencier invité était Bob Watts, directeur des relations avec les collectivités autochtones à la SGDN. Membre de la réserve des Six Nations, M. Watts est de descendance mohawk et ojibway et est intervenu dans des dossiers autochtones majeurs au Canada au cours des 20 dernières années. Parmi ses nombreuses réalisations, il a dirigé le processus, avec des appuis de partout au Canada et de l'étranger, visant à établir la Commission de vérité et réconciliation du Canada, qui examine et qui présentera des recommandations concernant l'époque des pensionnats indiens et les séquelles qu'elle a laissées. Il a travaillé à Mediate BC à proposer des façons pour les collectivités autochtones de réagir aux modifications apportées à la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

(Suite à la page 4)

(Suite de la page 3)

M. Watts avait choisi d'aborder *Les droits et les injustices historiques : quel serait un avenir juste pour les peuples autochtones?* Après son allocution, M. Watts a expliqué pourquoi la défense et la promotion des droits de la personne le passionnaient à ce point : « Une des choses que j'ai apprises au cours de mes études à la John F. Kennedy School of Government est que la reconnaissance et la manifestation du droit

à l'autodétermination constituaient le facteur déterminant expliquant pourquoi certains peuples autochtones prospéraient sur le plan social, culturel et économique. Favoriser les relations respectueuses qui sous-tendent la dignité humaine libérera les peuples autochtones et leur génie des chaînes de l'abrutissement de la pauvreté, dont les effets seront ressentis dans le monde entier. »

La conférence a été présentée en collaboration avec la Laurier Institution, les Études permanentes de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC), la First Nations House of Learning de l'UBC, le Programme des études sur les Premières nations à l'UBC et l'émission *Ideas* de la chaîne Radio One de la CBC. Elle peut être intégralement écoutée au www.cbc.ca/ideas/popupaudio.html?clipIds=2302392424.

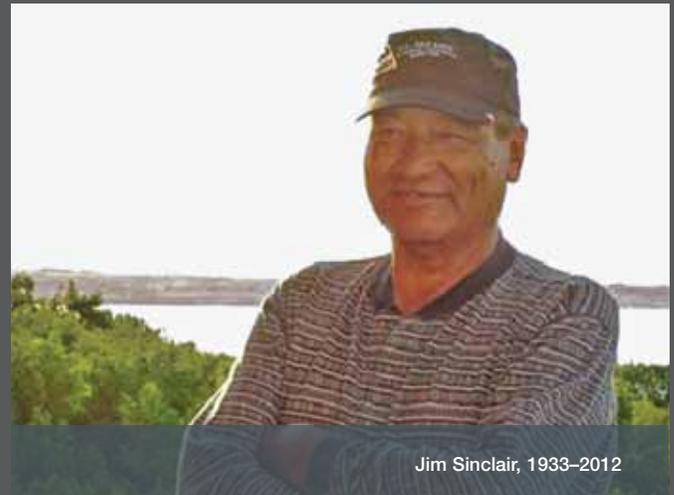
En souvenir de Jim Sinclair

C'est avec une grande tristesse que la SGDN a appris le décès de Jim Sinclair, ardent défenseur des droits des Autochtones tout au long de sa vie. Il était âgé de 79 ans.

La relation entre M. Sinclair et la SGDN a débuté en 2003, lorsqu'il a participé à un atelier visant à aider la SGDN à mieux comprendre le savoir traditionnel autochtone et la manière dont ce savoir pourrait être intégré et pourrait contribuer à l'approche recommandée par la SGDN au gouvernement du Canada pour la gestion du combustible nucléaire irradié.

On se souvient surtout de M. Sinclair pour le rôle de premier plan qu'il a joué dans la campagne visant à faire reconnaître le peuple métisse du Canada dans la Constitution, mais il a également contribué étroitement à la création de nombreuses organisations destinées à promouvoir les droits des Autochtones, dont le Congrès des peuples autochtones (anciennement le Conseil national des Autochtones) et le Ralliement national des Métis. Dans sa Saskatchewan natale, il a aidé à mettre sur pied plusieurs organisations qui ont eu un effet positif sur les collectivités autochtones de la province. Ces organisations incluent l'Institut Gabriel Dumont, la Saskatchewan Native Economic Development Corporation, les Urban Native Housing Corporations et le Saskatchewan Native Addictions Centre.

Au cours de sa longue et remarquable carrière, M. Sinclair s'est entretenu quatre fois en privé avec le pape Jean-Paul II et a prononcé des allocutions devant le Parlement européen et le Parlement australien sur les droits des Autochtones. Le Sénat canadien est l'un des plusieurs groupes qui lui ont décerné un



Jim Sinclair, 1933-2012

prix soulignant l'ensemble de ses réalisations.

M. Sinclair était membre du Forum des aînés de la SGDN, au sein duquel il a ardemment défendu les droits autochtones conférés par traités. Il a également milité en faveur de la participation des jeunes Autochtones aux travaux du Forum. En 2010, il a affirmé que « tous les membres du Forum des aînés voient en les jeunes les décideurs de demain, et ces futurs décideurs doivent se renseigner davantage à ce sujet ».

La SGDN a eu l'honneur de connaître Jim Sinclair et est profondément reconnaissante des conseils qu'il lui a prodigués au cours de leurs années de collaboration.

nwmo

NUCLEAR WASTE
MANAGEMENT
ORGANIZATION

SOCIÉTÉ DE GESTION
DES DÉCHETS
NUCLÉAIRES

Pour plus de renseignements, veuillez contacter :
Lisa Frizzell Directrice des affaires générales
Tél. 647.259.3012 Téléc. 647.259.3007
Courriel lfrizzell@nwmo.ca

Société de gestion des déchets nucléaires
22, avenue St. Clair Est, 6^e étage
Toronto (Ontario) M4T 2S3 Canada
Tél. 416.934.9814 Sans frais 1.866.249.6966
www.nwmo.ca